

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 01/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOFIDEL FRANCE

112 rue de Matel
42300 Roanne

Références : UiD4243-EAR-025-329
Code AIOT : 0006103394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement SOFIDEL FRANCE implanté 112 rue de Matel 42335 Roanne. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre :

- d'échanges sur la rédaction d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, faisant suite à l'instruction d'un porter à connaissance (déconnexion eaux pluviales, remplacement machine à papier). Ce point fait l'objet d'un rapport spécifique, distinct du présent rapport,
- de l'interprétation des résultats d'analyses portant sur les PFAS/AOF.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFIDEL FRANCE
- 112 rue de Matel 42335 Roanne
- Code AIOT : 0006103394
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Sofidel de Roanne est spécialisé dans la fabrication de papier toilette et essuie tout à partir d'ouate de cellulose.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des constats, hors points de contrôle

Le temps imparti au cours de la visite n'a pas permis d'aborder de façon approfondie et exhaustive les suites engagées en regard des non-conformités et observations relevées lors de la précédente visite d'inspection réalisée en 2024. L'exploitant a toutefois souligné :

- deux transformateurs neufs visant à remplacer les deux transformateurs de 400 V contenant des PCB ont été livrés. Ils seront installés avant l'échéance fixée au 31 décembre 2025 (point de contrôle n°13 du rapport d'inspection de 2024),
- un diagnostic complémentaire de la qualité des sols au droit de la station de pompage a été réalisée afin d'évaluer l'extension de la pollution mise en évidence. Il a été transmis par courriel à l'inspection le 26 septembre 2025 (point de contrôle n°13 du rapport d'inspection de 2024),
- un cabinet spécialisé réalise des études/investigations afin de clarifier la conception des installations de pompage (point de contrôle n°8 du rapport d'inspection de 2024).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1	Sans objet
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les documents présentés et les échanges ont permis de montrer que les activités exercées sur le site ne semblent pas pouvoir être à l'origine d'émissions de PFAS dans les effluents aqueux. **Dans ces conditions et en l'état actuel des informations recueillies, l'inspection considère que l'exploitant n'a pas à mener d'actions/investigations supplémentaires.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les campagnes d'analyses ont été réalisées en octobre, novembre et décembre 2023. Elles ont porté sur les 28 composés mentionnés à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Pour ces 3 campagnes, les concentrations mesurées pour chacun des PFAS recherchés étaient inférieures à la limite de quantification de 100 ng/L. Le composé AOF a été quantifié lors des campagnes d'octobre et novembre aux concentrations respectives de 40,6 et 62 µg/L.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) $\leq 25 \mu\text{g/l}$ Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Pour chacune des 3 campagnes d'analyses, la concentration mesurée en PFOS était inférieure à la limite de quantification de 100 ng/L.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Au cours des échanges, l'exploitant a indiqué ne pas mettre en œuvre de substances PFAS, et n'a pas connaissance d'utilisation de PFAS dans le passé sur le site. L'exploitant s'appuie notamment sur la liste des produits chimiques mis en œuvre sur le site : aucun produit ne contient du Fluor. Entre fin 2024 et début 2025, les fournisseurs de produits chimiques de l'usine ont été interrogés. Ils ont fourni des attestations indiquant l'absence de PFAS/AOF, notamment : <ul style="list-style-type: none">• Mare : produits pour l'activité papeterie,• Nalco : produits pour la chaudière, dont les résidus sont susceptibles d'être présents dans les eaux de purges,• Steiner : colorant rouge pour la papeterie,• Balles de celluloses : groupe Sofidel : atteste que les fournisseurs de cellulose ont déclaré qu'il n'y a pas de PFAS intentionnellement ajoutés (uniquement cellulose vierge, pas d'utilisation de cellulose recyclée),• Henkel : produits mis en œuvre au niveau de l'atelier "converting". Les chutes de cet atelier sont réintroduites dans le process papetier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire

au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

Au vu des résultats sur le paramètre AOF lors des 3 campagnes d'analyses portant sur les substances PFAS, l'inspection a demandé à l'exploitant, par courrier daté du 10 février 2025, de mettre en place un plan d'action visant à déterminer l'origine des AOF, les supprimer et les surveiller.

Par courriel daté du 28 mai 2025, l'exploitant a fourni des éléments de réponse à l'inspection. Considérant qu'il n'utilise pas de PFAS ou produits susceptibles d'être à l'origine d'émission de PFAS, ce plan d'action s'est principalement appuyé sur des campagnes d'analyses complémentaires (voir point de contrôle ci-après).

Au cours des échanges, l'exploitant a également souligné les points suivants :

- l'organisation professionnelle "Copacel", sur la base des résultats de 50 papeteries, aurait mis en évidence l'absence de corrélation entre les PFAS et AOF dans les entreprises du secteur.
- une autre usine du Groupe Sofidel basée à Frouard n'aurait pas détecté dans ces rejets aqueux la présence d'AOF et de PFAS. Cette usine a un process identique à celui de l'usine de Roanne (même matière première, même produits chimiques). Les différences portent sur l'eau prélevée et la présence d'une station d'épuration interne sur le site de Frouard pour traiter les effluents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

En amont de la campagne PFAS imposée par l'arrêté ministériel de juin 2023, un contrôle inopiné des rejets réalisé en août 2022 avait détecté et quantifié la présence de 7 composés PFAS, à des concentrations mesurées inférieures à 100 ng/L.

A réception de ces résultats, l'exploitant avait interrogé la COPACEL qui aurait indiqué que le process de Sofidel n'était pas susceptible d'utiliser ou rejeter des PFAS.

En novembre 2022, l'exploitant a fait réaliser deux campagnes d'analyses des eaux amont prélevées dans la Loire . Des PFAS ont été quantifiés.

La comparaison entre les analyses d'août 2022 et novembre 2022 pour les principaux paramètres quantifiés est la suivante :

Paramètre :	Rejet Août 2022 (ng/L)	Eau amont 7 novembre 2022 (ng/L)	Eau amont 29 novembre 2022 (ng/L)
PFBA	18	20	<10
PFPeA	78	nd	<10
PFHxA	75	10	<10
PFHpA	29	7,8	<10
L_PFOA	18	nd	<10
PFOA	18	9,9	nd
Somme PFOS	35	20	32
L_PFOS	21	nd	21
B_PFOS	14	nd	11

Lors des campagnes réalisées au titre de la surveillance de l'arrêté ministériel de juin 2023, l'exploitant a également réalisé des analyses des eaux amont :

Le premier échantillon a été égaré. Les deux autres, pour les analyses de novembre et décembre, ont montré :

- l'absence d'AOF (< 2 µg/L)
- la quantification de PFOA (12 et 10 ng/L en novembre et décembre), de PFPeA (12 ng/L en novembre).
-

L'exploitant n'a pas d'explications sur la présence d'AOF mesurés dans les rejets en novembre et décembre 2023 (cf point de contrôle n°1).

En 2025, l'exploitant a réalisé deux nouvelles campagnes d'analyses (mars et avril) visant à rechercher la présence d'AOF, aussi bien dans les eaux prélevées que les eaux rejetées. Le laboratoire retenu a mis en œuvre le projet de norme ISO 18127. L'ensemble des résultats a montré une concentration mesurée inférieure à la limite de quantification de 2 µg/L.

L'exploitant a souligné que la méthode mise en œuvre pour les analyses de PFAS lors des campagnes de 2023 était une "méthode interne".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

Prescription contrôlée :

L. 110-1 :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et

proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.

L. 523-6-1 /

La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.

Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.

Constats :

Sur la base des éléments présentés, l'exploitant considère que le process et les produits mis en œuvre ne peuvent pas être à l'origine d'émissions de PFAS.

La présence de PFAS/AOF serait liée aux eaux prélevées dans la Loire.

Dans ces conditions, l'exploitant n'a pas identifié de mesures de suppression/réduction à mettre en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

Constats :

L'exploitant n'envisage pas mettre en place une surveillance régulière des PFAS sur la base des éléments développés dans le présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite